

Marché boursier d'Alger

Des ouvertures de capital en 2014

Des opérations de privatisation partielle d'entreprises publiques par le biais du marché boursier d'Alger devraient être lancées d'ici la fin de l'année en cours, révèle le cabinet de recherche économique et de conseil, Oxford Business Group (OBG), dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction.

«Divers projets de cession de 20% d'actions dans huit entreprises publiques, notamment l'un des trois opérateurs de téléphonie mobile du pays, devraient se concrétiser dans le courant de l'année et donner ainsi une nouvelle impulsion à la Bourse algérienne», indique ainsi le communiqué d'OBG. En novembre dernier, rappelle-t-on, une liste de huit grandes entreprises publiques avait été officiellement arrêtée par le Conseil des participations de l'Etat (CPE), en vue d'être partiellement privatisées par le biais du marché boursier d'Alger.

Il s'agit, en l'occurrence, de la banque publique Crédit populaire d'Algérie (CPA), de la Compagnie algérienne d'assurance et réassurance (CAAR), de l'opérateur de téléphonie mobile, Mobilis, de Cosider-Carières, ainsi que de l'entreprise Hydro-Aménagement et de trois cimenteries relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA). Tout comme l'entreprise privée Avenir Décoration, ces huit entités publiques s'attellent, depuis quelques mois, à finaliser le processus de leur évaluation avant de prétendre officiellement au visa de l'autorité boursière, qui est la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), pour pouvoir ensuite lancer des opérations d'ouverture de capital.

Outre ce listing officiellement arrêté, un autre grand groupe de téléphonie mobile, à savoir Djezzy, devrait aussi se porter candidat à une introduction à la cote officielle de la Bourse d'Alger, indique encore le communiqué d'Oxford Business Group, citant de récentes déclarations du directeur de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub.

Opérationnelle depuis 1999, la Bourse des valeurs mobilières d'Alger, convient-il de souligner, demeure très peu développée et ne contribue quasiment pas à canaliser l'épargne domestique et à offrir aux entreprises de nouvelles sources de financement de l'investissement, en alternative aux crédits bancaires classiques.

Dans sa configuration actuelle, la cote officielle du marché boursier d'Alger ne compte, en effet, que quatre titres de capital (actions) négociables et sa capitalisation reste ainsi des plus marginales, soit à peine quelque 15 milliards de dinars.

Aussi, l'introduction annoncée de quelques grandes entreprises étatiques pourrait servir de point de départ pour booster un tant soit peu l'activité boursière et inciter par là même d'autres entreprises, notamment privées, à intégrer la cote officielle.